Déclaration des « sans » du FSM de Bamako

mercredi 1er février 2006, par No-Vox (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2006).

Le réseau NO-VOX, qui rassemble des mouvements de lutte de « SANS » de différents pays et continents s'est réuni en assemblée générale, à Bamako le 21 janvier 2006.

Le FSM de BAMAKO (Mali), a permis la rencontre de nombreux représentants des mouvements sociaux du continent Africain, en particulier de l'Afrique de l'Ouest et de lancer la construction de réseaux NO-VOX dans différents pays.

Le réseau espère que le FSM de Bamako favorisera le développement des luttes sociales et l'émancipation des peuples dans cette partie du monde.
Le réseau NO-VOX, fidèle à ses principes d'action concrète, a appelé dimanche 22 à une manifestation pacifique pour exiger le retour des sans papiers expulsés par le gouvernement Français. Les mineurs d'or en grève de Morila, les paysans et paysannes spoliées du fleuve Niger, et représentants d'autres luttes au Mali se sont joints à cet appel, et malgré les injonctions d'une représentante du comité d'organisation du FSM, ont décidé de marcher en direction de l'ambassade de France. Cette manifestation a permis qu'une délégation conduite par le réseau NO-VOX soit reçue par l'ambassade le lendemain, et que soient ouvertes des discussions et des pistes d'intervention concrètes.

Lors de son assemblée générale le réseau a dénoncé :
– Les atteintes à la démocratie, aux droits humains et aux droits sociaux, comme le droit à se nourrir convenablement, à se loger décemment, à disposer d'une terre, le droit à l'éducation, à un emploi décent, à un revenu suffisant, à une protection sociale, à la culture, à la liberté de circuler, à l'autosubsistance, à l'égalité entre les hommes et les femmes ...Ces Droits sont constamment bafoués s'agissant des populations vulnérables comme les femmes, les handicapés, les enfants, les populations pauvres, les minorités ethniques et culturelles.
– Les politiques néocoloniales, au plan économique, militaire, culturel, menées par les puissances du nord, en particulier l'Europe, et la permanence du pillage des richesses naturelles extraordinaires de ce continent, au profit d'une minorité de privilégiés du nord comme du sud.
– La corruption pratiquée au plus haut niveau des Etats, qui permet ce pillage, appauvri les pays, et fait échec à toute tentative de rétablir une distribution équitable de richesses.
– les politiques migratoires visant à interdire l'arrivée au nord des populations victimes de la misère, du pillage des ressource, et des guerres qui sont elles même favorisées et alimentées par l'industrie de la guerre.

L'Europe capitaliste, notamment, érige des barrières meurtrières à l'immigration en contradiction avec les droits de l'homme qui fondent en

théorie les démocraties. Elle laisse se développer les discriminations, les violences racistes et xénophobie, afin d'accomplir des réformes néolibérales, d'asseoir des politiques répressives contre les populations pauvres et les mouvements de résistance. La dégradation de l'environnement atteint le continent Africain, causée en particulier par l'importation des productions du nord les plus polluantes et le pillage des richesses naturelles.

Les mouvements sociaux du nord et du sud doivent construire ensemble des solidarités et soutenir les mouvements sociaux de résistance et de lutte en Afrique, en particulier les luttes des populations opprimées, exploitées affamées par les multinationales, les politiques néocoloniales, et le pillage des ressources naturelles.

Le réseau NO-VOX apporte son soutien et sa solidarité aux luttes en cours, telles que la lutte des mineurs de Morila, la lutte contre la privatisation du rail, la lutte des paysans spoliés du bord du fleuve Niger, la lutte des femmes du continent, la lutte des sans papiers expulsés, la lutte des étudiants, la lutte des nombreuses associations et organisations de base et de « SANS ».

L'assemblée des « SANS », exige que les Nations riches mettent en place une politique de développement et de réparation de 5 siècles de colonisation, et de pillage qui contraignent les populations à l'immigration.

L'AG exige également- que les sans papiers expulsés par la France et les autres pays soient autorisés à retourner dans le pays dont ils ont été chassés, que la France abolisse l'article 4 de la Loi qui valorise la colonisation alors que celle ci continue ses dégâts encore aujourd'hui, que la dette soit entièrement abolie et que les pays riches consacrent, une partie de leur budget de telle sorte à satisfaire les droits humains fondamentaux et réparer les dégâts de la colonisation et de l'esclavage.

Le réseau NO-VOX demande que les organisateurs et initiateurs du processus des FSM poursuivent l'effort d'inclusion des mouvements de lutte des « SANS », particulièrement à Nairoby, afin que puissent se rendre au FSM, s'exprimer et se rencontrer ceux et celles sans lesquelles aucun autre monde n'est possible !!